
[Lettre ouverte à la FAO à l'occasion du 21 mars 2014, Jour international des forêts](#)

Les Nations Unies ont déclaré le 21 mars Jour international des forêts. C'est pour nous une bonne raison d'adresser, une fois de plus, une lettre à la FAO (voir ci-dessous) afin d'exhorter cet organisme de l'ONU à modifier son actuelle définition de forêt, qui sert surtout à favoriser les intérêts des industries du bois, de la pâte et du papier, et du caoutchouc.

Nous invitons la FAO à prendre l'initiative de corriger cette définition trompeuse. Ce faisant, la FAO rendrait service aux millions de personnes qui dépendent des forêts, à l'humanité entière, et aux milliers de communautés rurales qui luttent contre l'invasion de leurs territoires par des plantations industrielles d'arbres, que la définition de la FAO appelle, à tort, des « forêts ».

La Vía Campesina, Les Amis de la Terre International, Focus on the Global South et le Mouvement mondial pour les forêts tropicales.

**Lettre ouverte à la FAO à l'occasion du 21 mars 2014, Jour international des forêts :
La définition des forêts doit correspondre à ce qu'elles signifient vraiment !**

Monsieur José Graziano da Silva

Directeur général de la FAO

Nous constituons un groupe nombreux de mouvements sociaux, d'ONG et de militants et nous adressons cet appel urgent à la FAO pour qu'elle revoie sa définition des forêts. Telle qu'elle est à l'heure actuelle, cette définition réduit la forêt à n'importe quelle surface couverte d'arbres, et laisse de côté la diversité structurelle, fonctionnelle et biologique des autres éléments qui la composent, ainsi que l'importance culturelle de l'interaction entre les forêts et les communautés. Cette définition de la FAO favorise surtout les intérêts du lobby des exploitants forestiers et des compagnies qui font des plantations industrielles d'arbres pour produire de la pâte, du papier et du latex ; en revanche, elle ne tient pas compte des 300 millions (ou plus) de femmes et d'hommes du monde entier qui, d'après la FAO, dépendent directement des forêts pour leur subsistance. Cela inclut les populations indigènes et traditionnelles, dont beaucoup sont des paysans qui dépendent de l'agriculture en forêt et de la grande diversité de produits non ligneux qu'il offre pour leur souveraineté alimentaire. En plus d'assurer leur propre souveraineté alimentaire, tous ces peuples contribuent de façon fondamentale à nourrir le monde. Les forêts jouent un rôle capital dans la vie de ces femmes et de ces hommes, de ces paysans, artisans, pêcheurs et cueilleurs, qui doivent figurer parmi les principaux acteurs d'un processus de révision que la FAO devrait mettre en place pour faire en sorte que sa définition des forêts reflète ce qu'elles représentent au 21e siècle.

Les forêts sont si importantes pour la vie des millions de femmes et d'hommes qui en dépendent de nombreuses façons, qu'il devient parfois difficile pour eux de mettre en paroles, même dans leur propre langue, jusqu'à quel point cette importance est cruciale. Parfois, les peuples des forêts le résument en disant tout simplement que la forêt est leur « foyer », non seulement un morceau de terre couvert d'arbres mais un territoire où ils se sentent protégés et où ils peuvent trouver tout ce qu'il leur faut pour bien vivre. Le plus souvent ce sont des peuples indigènes, parmi lesquels figure la centaine de peuples volontairement isolés qui restent encore. Bien d'autres groupes en font partie aussi ; même si leurs modes de vie sont différents, ils dépendent tous de la forêt. Tous, sans exception aucune, respectent profondément la forêt dont ils sont tributaires tout en en faisant partie.

Si la cueillette de produits forestiers autres que le bois est une activité essentielle pour la plupart de ces hommes et de ces femmes, d'autres sont des paysans qui pratiquent l'agriculture avec des méthodes transmises depuis des générations et perfectionnées peu à peu afin de maintenir intactes les fonctions de la forêt. L'agriculture de ce genre, ainsi que la chasse, la pêche et la cueillette de divers produits non ligneux tels que miel, fruits, graines, glands, tubercules, plantes médicinales et d'autres herbes, assurent la souveraineté alimentaire et la santé de ces populations. Les paysans contribuent aussi à la subsistance d'un nombre encore plus élevé de personnes : 1 600 millions, d'après les estimations de la FAO. En outre, les peuples forestiers utilisent le bois surtout pour leurs besoins domestiques, et rarement comme principale activité commerciale. Et quand il est utilisé à des fins commerciales, les échanges ont lieu dans les marchés locaux. Les communautés qui dépendent de la forêt connaissent bien le potentiel de destruction qu'implique l'extraction commerciale de bois. Celle-ci donne d'énormes bénéfices à une poignée d'étrangers mais laisse derrière elle une destruction irréparable et perturbe gravement les moyens d'existence de la population.

Cependant, les États et les institutions multilatérales comme la FAO et la Banque mondiale continuent de considérer les forêts comme des terres où l'extraction commerciale de bois de prix, pratiquée par des entreprises privées souvent étrangères, est le meilleur recours d'un pays pour s'acheminer vers le « développement » et sortir les gens de la « pauvreté ». Ce point de vue centré sur le bois est à l'origine de l'actuelle définition de forêt de la FAO : « Terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectares avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à 5 mètres et un couvert arboré de plus de 10 pour cent, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ. [...] » (1)

Cette définition réductrice justifie aussi l'expansion des plantations industrielles d'arbres en tant que « forêts plantées ». En effet, selon la définition de la FAO, ces plantations à grande échelle en régime de monoculture sont considérées comme du « reboisement » et serviraient à compenser la diminution des forêts. Or, dans la pratique, les plantations industrielles, d'arbres, de palmiers à huile ou de soja, ont énormément contribué à la destruction des forêts et d'autres biomes tels que les herbages et les savanes, et ce dans le monde entier. Grâce à elles, une poignée de sociétés transnationales a obtenu des bénéfices en abondance, mais les communautés tributaires de la forêt sont restées dans la misère et, souvent, on dû quitter leurs territoires. Les femmes qui, de façon générale, ont des rapports particuliers avec la forêt, tendent à souffrir davantage à cause de sa destruction. Les communautés touchées par les plantations industrielles d'arbres ne les appellent jamais forêts.

Le rapport de la FAO « Situation des forêts du monde » continue à diffuser le mythe que la déforestation n'est plus un problème aussi grave que par le passé. Cette « bonne nouvelle » supposée est due au fait que la FAO confond les forêts et les plantations et permet donc que des dizaines de millions de plantations industrielles d'eucalyptus, d'acacias et d'hévées à croissance rapide soient comptabilisées comme des « forêts plantées » dans les statistiques forestières de

chaque pays. En appliquant l'actuelle définition de forêt de la FAO, même une plantation de 100 000 hectares d'eucalyptus à croissance rapide génétiquement modifiés est une « forêt », en dépit de tous les effets négatifs inhérents à la monoculture à grande échelle, sans parler du risque de contamination de la composition génétique des arbres et des forêts des alentours.

Dans ses principes fondateurs, la FAO se décrit comme une organisation qui dirige les « activités internationales qui visent à éradiquer la faim » et comme « un forum neutre où toutes les nations se rencontrent sur un pied d'égalité ». Pour que cette déclaration soit vraie, la FAO doit modifier d'urgence sa définition de forêt afin que, au lieu de refléter les préférences et les perspectives des entreprises forestières, des fabricants de pâte et de papier et des producteurs de caoutchouc, elle reflète ce que les peuples tributaires des forêts voient en elles, et l'utilisation qu'ils en font.

Contrairement à la procédure existante sein de la FAO, un processus d'élaboration d'une définition nouvelle et plus appropriée des forêts doit engager efficacement les femmes et les hommes qui dépendent directement des forêts. Une définition appropriée doit soutenir leurs modes de vie, leurs réseaux et leurs organisations. Tel est notre espoir en ce Jour international des forêts. Nous nous engageons à poursuivre cette campagne jusqu'à ce que la FAO ait effectivement pris ces initiatives.

(1) <http://www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f13.pdf>

Signé par :

La Via Campesina	International
Friends of the Earth	International
Focus on the Global South	International
World Rainforest Movement	International
RECOMA	International
GRAIN	International
Acción por la Biodiversidad	International
Global Justice Ecology Project	International
Jeunes Volontaires pour l'Environnement International	International
Réseau des Femmes Africaines pour la Gestion Communautaire des Forêts (REFACOF)	International
Redmanglar Internacional	International
Campaign to STOP GE Trees	International
Red Internacional de Forestería Análoga (IAFN-RIFA).	International
ICRA International	International
Carbon Trade Watch	International
Down to Earth	International
Global Forest Coalition	International
Inclusive Development International	International
CEEweb for Biodiversity	International
ETC Group	International

GESER (Grupo de Estudios sobre Ecologia Regional)	Argentina
Red Agroforetal Chaco	Argentina
Biblioteca Popular Bernardino Rivadavia	Argentina
LLASTAY-para la defensa del medio ambiente	Argentina
GLOBAL 2000 (Friends of the Earth Austria)	Austria
Climaxi	Belgium
11.11.11	Belgium
GRABE BENIN	Benin
Cercle de Recherche pour l'Identification et la Promotion des Alternatives du Développement Durable (CRIPADD ONG)	Benin
GRABE-BENIN ONG	Benin
Asociacion Ecologica del Oriente	Bolivia
Center for Environment	Bosnia and Herzegovina
CENTRO DE AGRICULTURA ALTERNATIVA DO NORTE DE MINAS	Brazil
COATI-Centro de Orientação Ambiental Terra Integrada-Jundiaí	Brazil
Aliança RECOs – Redes de Cooperação Comunitária Sem Fronteiras	Brazil
Movimento Mulheres pela P@Z!	Brazil
FASE Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional	Brazil
SINDICATO DOS TRABALHADORES RURAIS DE XAPURI	Brazil
Instituto de Desenvolvimento Socioeconômico Sustentável Espaço Vital	Brazil
Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Social -	Brazil
Fórum Carajás	Brazil
CEPEDES	Brazil
Comissão Pastoral da Terra/MS	Brazil
Struggle to Economize Future Environment (SEFE)	Cameroon
Tropical Forest and Rural Development	Cameroon
Green Development Advocates	Cameroon
Union paysanne du Québec	Canada
Amics Arbres	Catalunya
Colectivo VientoSur	Chile
AGRUPACIÓN DE MUJERES MAPUCHE XANALAWEN	Chile
Marcha Mundial de las Mujeres - Chile	Chile
GRUPO SEMILLAS – Colombia	Colombia
Fundacion Beteguma	Colombia
COECOCEIBA - Friends of the Earth Costa Rica	Costa Rica
Asociación Conservacionista YISKI	Costa Rica
Friends of the Earth - Croatia	Croatia

Friends of the Earth Czech Republic	Czech Republic
NOAH - Friends of the Earth Denmark	Denmark
Réseau CREF	DRC
LINAPYCO	DRC
Ethiopian Consumer Society	Ethiopia
Finnish Nature League	Finland
association enjeu libre	France
GITPA	France
ONG Brainforest	Gabon
H2O GABON	Gabon
Rettet den Regenwald e.V.	Germany
denkhausbremen e.V.	Germany
Forum Ökologie & Papier	Germany
Abibiman Foundation	Ghana
PAPDA (Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif)	Haiti
Organizacion Fraternal Negra Hondureña	Honduras
All India Forum of Forest Movements	India
Thanal Centre for Agro Ecology and Environmental Studies	India
Sawit Watch	Indonesia
The Samdhana Institute	Indonesia
Jeunes Volontaires pour l'Environnement Côte d'Ivoire	Ivory Coast
Jeunes Volontaires pour l'Environnement	Ivory Coast
Sustainable Development Institute	Liberia
Foundation for Community Initiatives	Liberia
Global Environment Centre	Malaysia
Programa Universitario México Nación Multicultural - UNAM	Mexico
Ecoturismo TAP Asesores	Mexico
Maderas del Pueblo del Sureste, AC	Mexico
JA! Justiça Ambiental/FOE Mozambique	Mozambique
Acção Académica para o Desenvolvimento das Comunidades Rurais-ADECRU	Mozambique
Transnational Institute – Netherlands	Netherlands
Earth Watch Media	Netherlands
FEDICAMP	Nicaragua
Community Forest Watch	Nigeria
Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria	Nigeria
SOBREVIVENCIA, Amigos de la Tierra Paraguay	Paraguay

NGO Forum on ADB	Philippines
Ecological Society of the Philippines	Philippines
Buy Responsibly Foundation	Poland
Friends of the Siberian Forests, Russia.	Russia
Biowatch South Africa	South Africa
South Durban Community Environmental Alliance	South Africa
Jubilee South Africa	South Africa
Centre for Civil Society	South Africa
Timberwatch Coalition	South Africa
Ecologistas en Accion	Spain
Proyecto Gran Simio (GAP(PGS-España)	Spain
Bruno Manser Fund	Switzerland
Pro Natura / FoE Switzerland	Switzerland
Envirocare Tanzania	Tanzania
Thai Climate Justice Working Group	Thailand
Bogazici Members Comsumer Cooperative	Turkey
Gaia Foundation	UK
Permaculture Association UK	UK
Biofuelwatch	UK
The Corner House	UK
Global Witness	UK
Acton Allotment Association	UK
EcoNexus	UK
Grupo Guayubira	Uruguay
Oakland Institute	USA
Dogwood Alliance	USA
Biofuelwatch	USA
Moana Nui Action Alliance	USA
SustainUS	USA
Responsible Investment at Harvard Coalition	USA
ForestEthics	USA
Rainforest Relief	USA
Lutheran Development Service Zimbabwe	Zimbabwe
FoodMattersZimbabwe	Zimbabwe
Particiatory Ecological Land Use Management (PELUM)	Zimbabwe
AZTREC	Zimbabwe
Practical Action Southern Africa	Zimbabwe

Intercultural Resources

Maendeleo Endelevu Action Program

Asociación DOMITILA HERNANDEZ FADEMUR CANARIAS